

Pontoise, le 17 décembre 2024

Nos réf. : UD95-2024-986

N° AIOT : 0006505700  
Affaire : Incendie du 17/12/2024

## **INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet :**  
**Incendie du 17 décembre 2024**

**Exploitant concerné :**  
**ALTERNAE à Génicourt**

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	ALTERNAE SIRET : 391 948 296 00093
Adresse de l'établissement	Rue Saint-Mellon - 95650 Genicourt
Adresse administrative du groupe	49 route de Rouen - 27140 Gisors
Activité	Silo
Régime	A

#### **1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Classement ICPE :

2160-2-a – (A)  
2910-A-1 (E)

Réglementation applicable :

AP d'autorisation du 27/01/1988 (autorisation)  
APC du 04/01/2005 (remise EDD)  
APC du 21/04/2009 (PT)  
APC du 29/03/2017 (PT complémentaires)  
APMU du 13/11/2024 (mesures d'urgence suite incendie)

#### **2. OBJET DU PRÉSENT RAPPORT**

Par appel du 17 décembre 2024, l'inspection des installations classées a été informée par le service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise d'un départ de feu sur l'établissement ALTERNAE à Génicourt.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

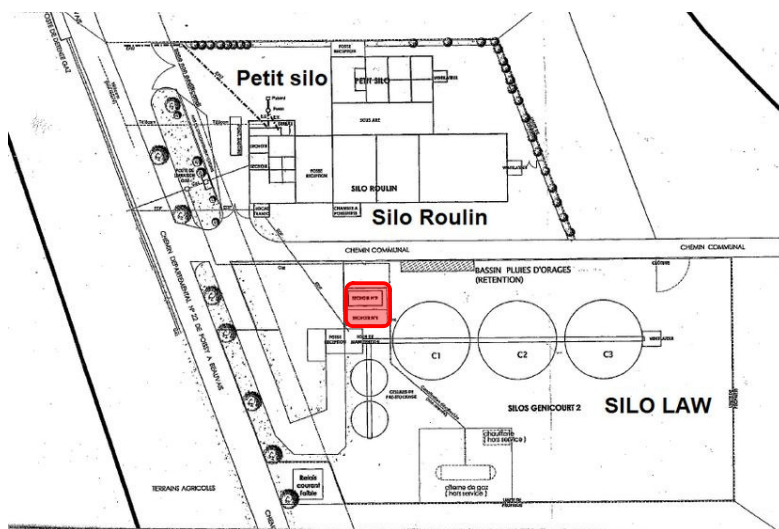
### 3. PRÉSENTATION DU SITE

La société ALTERNAE exploite un silo à grain et des séchoirs sur la commune de Génicourt. L'installation est divisée en trois zones de stockage :

- le petit silo d'un volume de 2 620 m<sup>3</sup> ;
- le silo Roulin d'un volume de 7 444 m<sup>3</sup> (silo plat) comprenant 3 cellules (2 de 1700 tonnes et une de 3500 tonnes) et 2 cellules de pré-stockage d'environ 200 tonnes ;
- le silo « LAW » d'un volume de 23 735 m<sup>3</sup> (silo vertical) comprenant 3 cellules de 5 000 tonnes pour les grains secs et 2 cellules de pré-stockage de 1 200 tonnes pour les grains humides.

La zone de stockage Roulin dessert un séchoir d'une puissance d'environ 10 MW et la zone de stockage « LAW » dessert deux séchoirs de même puissance. Les 3 séchoirs sont alimentés par du gaz naturel.

Ces installations sont situées en zone agricole. A côté du site, est seulement présent un magasin de matériel agricole.



Gauche : vue aérienne du site (limites en rouge). Droite : plan des installations, les séchoirs concernés par le sinistre du 17/12/24 sont en rouge

### 4. RAPPEL DES PRÉCÉDENTS ACCIDENTS

Au cours du dernier trimestre 2024, l'établissement Alternae de Génicourt a connu 2 sinistres en date des 13 novembre 2024 et 23 novembre 2024 avant celui du 17 décembre 2024. Les trois incendies concernent le séchoir « LAW » n°2.

#### 4.1. Accident du 13 novembre 2024

Selon le rapport de la société CFCAI, constructeur du silo, l'incendie du 13 novembre 2024 est lié à un bouchon de produit maïs humide dans la colonne grain, côté air usé. Ce bouchon a fait stagner du produit qui a fini par s'embraser. Le jour de l'incendie, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris (Arrêté n°IC-24-149) imposant notamment la suspension des deux séchoirs « LAW » subordonnée à la remise en état du séchoir incendié et la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement concernant la partie séchoir.

Suite à la transmission du rapport d'accident par l'exploitant, à des certificats de nettoyage et de remise en état du séchoir, la reprise d'activité de séchage sur les séchoirs « LAW » a de nouveau été autorisée par courrier du 20 novembre 2024.

## 4.2. Fausse alerte le 21 novembre 2024

L'inspection rappelle également que le 21 novembre 2024, l'exploitant a alerté les services de secours. L'exploitant a identifié un panache de fumées sur le séchoir Roulin et a alerté les pompiers. Après réalisation de relevés de température, l'exploitant et les services de secours n'ont finalement pas détecté de départ de feu.

L'exploitant a précisé que le panache constaté pourrait être lié aux problèmes électriques survenus le 21 novembre 2024, à la neige qui se serait accumulée dans l'installation et au redémarrage qui aurait causé la sublimation de la neige et un dégagement de vapeur comparable à de la fumée.

## 4.3. Accident du 23 novembre 2024

Selon les éléments transmis par l'exploitant, le second feu qui s'est produit suite au redémarrage de l'installation « LAW » est lié à un mauvais nettoyage de l'installation. De la poussière restante suite au nettoyage du silo aurait pris feu.

Dans tous les cas, la cause principale de ce second départ de feu est différente du premier. Le premier incendie s'est produit en haut du séchoir, le second en bas du séchoir.

Suite à ce second incendie, l'exploitant a transmis un rapport de nettoyage du silo par la société COLEAS du 9 décembre 2024 et un rapport d'accident du 12 décembre 2024. Le silo a redémarré le 13 décembre 2024.

## 5. INCENDIE DU 17 DÉCEMBRE 2024

Suite au dernier accident, le séchoir « LAW » n°2 a été remis en fonctionnement, après nettoyage, le vendredi 13 décembre 2024. Depuis, environ 2 000 tonnes de grains ont été séchés, de sorte qu'il ne restait plus que 700 tonnes de grains humides sur site au moment du sinistre.

Par appel du 17 décembre 2024, l'inspection des installations classées a été informée par le service départemental d'incendie et de secours du Val d'Oise d'un départ de feu sur l'établissement ALTERNAE à Génicourt.

L'inspection des installations classées s'est donc rendue sur l'établissement de la société ALTERNAE en inspection réactive.

Vers 3h40 du matin, l'exploitant a observé que certaines des sondes de température du séchoir n°2 « LAW » se sont arrêtées suite à de premières alarmes, indiquant un possible sinistre. Le séchoir s'est alors arrêté automatiquement avec fermeture électrique de la vanne d'alimentation en gaz. Le personnel a alors procédé à une levée de doute qui a permis de constater un départ de feu dans le séchoir, en bas de la colonne grain. Il a alors alerté les services de secours. Ces derniers sont arrivés sur site aux alentours de 4h20 et ont pu observer que l'incendie était généralisé dans le séchoir.

Afin de faciliter l'intervention des services de secours, l'exploitant a alors procédé à l'évacuation du maïs contenu dans le séchoir (110 t), et à son isolement derrière le silo. Cette évacuation s'est terminée vers 8h45. Les services de secours ont alors commencé à arroser le bâtiment puis la colonne sèche en utilisant les réserves incendies du site (2 x 240 m<sup>3</sup>).

Malgré cette intervention, une élévation de la température des parois du séchoir a été constatée pendant plusieurs dizaines de minutes après le début de l'arrosage. Vers 10h, une thermographie infrarouge des équipements du silo « LAW » a révélé des zones de fortes chaleur dans les convoyeurs de grains secs. Les services de secours ont estimé qu'il y avait un risque de propagation du sinistre à la cellule 2 (réserve de grains secs). Cependant, vers 10h30 les pompiers, accompagnés de l'exploitant ont levé le doute sur le risque de propagation de l'incendie aux autres équipements du site.

Le site ne dispose pas de moyens de confinement des eaux d'extinction. Celles-ci se sont déversées dans les fossés communaux. Néanmoins, les pompiers ont indiqué ne pas avoir utilisé d'émulseurs, limitant ainsi l'impact environnemental de ces eaux d'extinction.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les services de secours sont toujours sur place afin d'éteindre les derniers foyers. L'incendie est maîtrisé. La cause exacte du sinistre reste encore à déterminer.

L'exploitant a indiqué que l'état des stocks dans l'installation « LAW » au moment du sinistre était de :

- 700 t de grains humides dans les cellules de pré-stockage ;
- 5 000 t dans la cellule 1 ;
- 3 800 t dans la cellule 2 ;
- 3 800 t dans la cellule 3.

De plus, il indique stocker environ 20 000 tonnes de grains humides dans des « boudins » hermétiques sur des parcelles agricoles alentours.

Par courriel du 17 décembre 2024 à midi, le service prévision du SDIS95 a alerté l'inspection des installations classées sur l'utilisation conséquente des réserves d'eau incendie lors de ce troisième sinistre et sur l'état dégradé de la bâche à eau située au nord-ouest des silos « LAW » (fuite de plusieurs rustines notamment).

## **6. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de prendre un arrêté préfectoral de mesures d'urgence afin d'encadrer la mise en sécurité de l'installation et les conditions de reprise de l'activité.

Au vu de la répétition des sinistres sur l'installation « LAW » du site de la société ALTERNAE à Génicourt ces dernières semaines et de l'état dégradé des réserves d'eaux incendie, il est proposé d'imposer à l'exploitant :

- d'évacuer les déchets liés à l'incendie et d'assurer la mise en sécurité de l'installation ;
- d'évacuer le maïs dont les niveaux d'humidité ne permettent pas leur conservation sur une longue période et qui n'a pu être séché sur l'établissement d'ALTERNAE ;
- de suspendre l'activité des deux séchoirs « LAW » jusqu'à la mise à jour de l'étude de danger de l'établissement et de ses procédures d'intervention pour prendre en compte ses retours d'expérience suite aux trois incendies survenus lors du dernier trimestre 2024 ;
- de suspendre l'activité du troisième séchoir « Roulin », jusqu'à ce que l'exploitant dispose d'un volume de 240 m<sup>3</sup> de réserve d'eau incendie sur son établissement ;
- de transmettre un rapport d'accident et, le cas échéant, les rapports de visites de risques menées par l'assureur.